

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris II, Directeur du Juris-Classeur Administratif
COMITÉ DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat (Landwell et Associés)
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II,
 ALAIN MÈNÉMÉNIS, Maître des requêtes au Conseil d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-XII

41^e ANNEE - N° 4 - AVRIL 2002

Chroniques 7 et 8
 Commentaires 62 à 79
 Pratiques 4
 Actualités 7 à 17



JurisClasseur

Groupe LexisNexis

LA CODIFICATION À DROIT CONSTANT NE RÉSISTE PAS À L'ÉPREUVE DE LA CONSOLIDATION

(page 6) **Par Hervé MOYSAN**
 Docteur en droit

PRINCIPE DE SPÉCIALITÉ ET DROIT DE LA CONCURRENCE : À PROPOS DE L'ARRÊT « SYNDICAT CGT DE LA SOCIÉTÉ CLEMESSY » (CE, 11 JUILLET 2001)

(page 15) **Par Philippe DELELIS**
 Docteur en droit public, ancien élève de l'ENA
 Avocat au barreau de Paris
 Denton Salès Vincent & Thomas

PRATIQUES : Moderniser les sociétés d'économie mixte

CE Dans la sélection des commissaires du Gouvernement :

68 Précisions sur le régime des engagements de servir des fonctionnaires (page 24)

70 Référé-suspension : la condition d'urgence (page 26)

74 Hospitalisation psychiatrique d'office : motivation, référé-suspension (page 30)

COMMENTAIRES

63 **CONTRATS**
 Un décret du 21 février 2002 fixe le délai maximum de paiement des marchés publics (page 19)

71 **PROCÉDURE**
 Référé-provision et procédure contradictoire (page 27)

75 **TÉLÉCOMMUNICATIONS**
 La Cour d'appel de Paris ordonne une expertise pour exercer pleinement son rôle de juge de plein contentieux en matière de régulation (page 31)

70 **PROCÉDURE**
 Référé sur les conditions de tarifs de cantine scolaire imposés à un étranger (page 26)

72 **RESPONSABILITÉ**
 Sang contaminé : nouvelles précisions jurisprudentielles (page 28)

76 **URBANISME**
 La notion de document d'urbanisme pour l'application de l'article L 600- 3 (page 32)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 7 à 17	Référé-provision : la procédure contradictoire Note V. H.	n° 71
CHRONIQUES			
La codification à droit constant ne résiste pas à l'épreuve de la consolidation	Chron. 7	RESPONSABILITÉ (page 28) <i>Responsabilité hospitalière</i> : Sang contaminé : nouvelles précisions jurisprudentielles Note Claudine Esper	n° 72
Principe de spécialité et droit de la concurrence : À propos de l'arrêt « syndicat CGT de la société Clemessy » (CE, 11 juillet 2001)	Chron. 8	SANTÉ (page 29) <i>Sécurité alimentaire</i> : Refus de suspension d'un arrêté préfectoral pris dans une hypothèse de « vaches folles »	n° 73
COMMENTAIRES			
COLLECTIVITÉS LOCALES (page 19) <i>Communes</i> : Éligibilité au conseil consultatif d'une commune associée	n° 62	<i>Hôpitaux</i> : Hospitalisation psychiatrique d'office : motivation, référé-suspension CE	n° 74
CONTRATS (sous la responsabilité d'Alain Ménéménis) (page 19) <i>Marchés</i> : Un décret du 21 février 2002 fixe un délai maximum de paiement des marchés publics	n° 63	SERVICES PUBLICS ET RÉGULATIONS (sous la responsabilité de Martine Lombard) (page 31) <i>Télécommunications</i> : La Cour d'appel de Paris ordonne une expertise pour exercer pleinement son rôle de juge de plein contentieux en matière de régulation	n° 75
Fixation du décompte général CE	n° 64	URBANISME (page 32) <i>Notification des recours</i> : La notion de document d'urbanisme pour l'application de l'article L. 600-3 Note Marie-Line Laurent	n° 76
Règlement des litiges relatifs au décompte général CE	n° 65	<i>Permis de construire</i> : Péremption du permis de construire	n° 77
DOMAINE (page 23) <i>Entrée dans le domaine public</i> : L'entrée d'un chemin rural dans le domaine public exige une décision de classement	n° 66	La qualité de voisin ne suffit pas à donner intérêt pour agir contre un permis CE	n° 78
ÉTRANGERS (page 23) <i>Séjour</i> : Cas de l'étranger perdant son titre de séjour alors qu'il se trouve hors de France CE	n° 67	<i>Préemption</i> : Motifs possibles de création d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles	n° 79
FONCTION PUBLIQUE (page 24) <i>Recrutement</i> : Précisions sur le régime des engagements de servir CE	n° 68	PRATIQUES (Par Paul Lignièrès) (page 38) <i>Moderniser les sociétés d'économie mixte</i>	n° 4
<i>Fonction publique territoriale</i> : À propos du détachement sur un emploi fonctionnel	n° 69	Table du nom des requérants	p. 36
PROCÉDURE (page 26) <i>Référés</i> : Référé-suspension : la condition d'urgence CE	n° 70	VEILLE LÉGISLATIVE	p. 39

Index général

« A » renvoie à Actualités, « J » renvoie à Jurisprudence, « T » renvoie à Textes,
« VL » renvoie à Veille législative

AFU	14-A	Fondation pour les études comparatives	VL p. 39	Référendum local	12-A
CEDH	10-A	Intérêt pour agir	13-A, 78-J	Référé-provision	71-J
Codification	chron. n° 7	Marché public		Référé-suspension	70-J, 74-J
Conciliation	VL p. 39	d'assurance	8-A	Réseaux	
Consolidation	chron. n° 7	Décompte général	64-J, 65-J	Financement	11-A
Coopération intercommunale	7-A	Paiement	63-T, VL p. 39	Sang contaminé	72-J
Démocratie de proximité	VL p. 39	Parité	17-A	Santé	
Document d'urbanisme	76-J	Permis de construire	77-J, 78-J	Droit des malades	VL p. 39
Domaine public		Port de plaisance	16-A	Sécurité alimentaire	73-J
Entrée	66-J	Préemption	79-J	Servitude	15-A
Éligibilité	62-J	Principe		Société d'économie mixte	prat. 4
Étranger	67-J	de précaution	9-A	Sondage	VL p. 39
Fonction publique		de spécialité	chron. 8	Télécommunications	75-J
Recrutement	68-J				
Fonction publique territoriale	69-J				